**LE PEUPLE**

*Le retour des peuples*

*Le projet d’un peuple*

Conf**érence de** Paul Hoarau le 25 mai 2024 **à Saint-André**

r

# Autour du PROJET D’UN PEUPLE, nous ne sommes pas un parti, nous ne sommes pas une organisation professionnelle, nous ne sommes pas une association. Nous sommes le peuple.

Si nous sommes venus AU PROJET sincèrement, pour que notre peuple se retrouve , identifié, reconnu et acteur de son développement, personne ne nous reprochera nos origines ethniques, notre classe sociale, la religion que nous pratiquons, le parti politique que nous avons choisi, la profession que nous exerçons, les engagements que nous avons pris. Autour du PROJET nous sommes tous Réunionnais, collectivement responsables dans notre espace Réunion, de la partie de la planète que nous avons eue en héritage.

Dans cet esprit, nous sommes autour du PROJET pour trouver une réponse réunionnaise aux trois questions suivantes : *kisa noulé ?* *kosa nouvé* ? *Kosa noufé ?* C’est aux Réunionnaises et aux Réunionnais, en tant que peuple, de répondre à ces trois questions.

Comment et pourquoi être peuple à La Réunion ? Comment et pourquoi être peuple au sein de la communauté française ? Comment et pourquoi être peuple en Indianocénie, dans l’Europe, dans le monde?

C’est de tout cela qu’il sera question.

**I**

**Le peuple c’est qui ?**

Le peuple, oui, mais c’est qui ? Nombreux sont ceux qui ne croient pas à l’existence du peuple et qui nient la réalité des pouvoirs qu’il aurait. Le peuple existe et, dans notre démocratie française, il dispose de pouvoirs politiques réels.

*L‘existence du peuple*

Dans une communauté humaine, le peuple, ce sont ses hommes de foi, ses intellectuels, ses artistes ; ce sont aussi ses politiques, ses élus professionnels, ses associatifs ; ce sont encore ses agriculteurs, ses artisans, ses chômeurs, ses commerçants, ses employés, ses fonctionnaires, ses industriels, ses ouvriers, ses prestataires de services, ses retraités, etc.

Les hommes de foi, religieux ou non, croient aux forces de l’Esprit qui rendent possibles les impossibles. Ils nous disent qu’il faut persévérer, qu’il faut continuer parce que c’est possible.

Les intellectuels, universitaires, chercheurs, experts, trouvent aux problèmes les solutions techniques, législatives, économiques, comptables, philosophiques, etc.

Les artistes nous renvoient nos images à travers leurs œuvres, ils nous disent, avec leurs talents de chanteurs, de comédiens, de peintres, de plasticiens, de poètes, *kisa noulé*.

Les politiques doivent disposer de pouvoirs réels pour promouvoir et pour protéger ce que le peuple doit produire.

Les élus professionnels sont les lanceurs d’alerte concernant les besoins de leurs corporations.

Les associatifs sont les lanceurs d’alerte concernant les besoins multiples et divers de la communauté.

Le peuple, enfin, c’est nous, avec nos situations, nos fonctions et nos responsabilités particulières d’acteurs de sa vie quotidienne.

*Avec tout ce monde, qui peut encore dire que le peuple n’existe pas ?*

*Les pouvoirs du peuple*

Dans notre démocratie française, le peuple dispose de pouvoirs politiques réels : la souveraineté, l’élection, le référendum, la manifestation.

*Son premier pouvoir*, c’est la souveraineté : « La souveraineté nationale appartient au peuple » (art. 3 de la Constitution). La source du pouvoir, n’est pas chez les élus qui sont ses représentants, elle est encore moins chez les collaborateurs qui entourent les élus, chez les commis de l’État qui administrent le pays, les préfets par exemple. A la source du pouvoir se trouve le peuple, le souverain, nous.

*Son deuxième pouvoir*, c’est l’élection : le peuple exerce son pouvoir de souverain « par ses représentants » (art. 3 de la Constitution). Ses représentants, c’est lui qui les désigne par l’élection, qui a le pouvoir de les révoquer par son vote.

*Son troisième pouvoir,* c’est le référendum : la souveraineté du peuple s’exerce « par la voie du référendum » (art. 3 de la Constitution).

Non seulement le peuple a le pouvoir de désigner ou de révoquer ses représentants par l’élection, il a encore le pouvoir de dire ce qu’il veut par le référendum.

*Son quatrième pouvoir*, c’est la liberté d’expression : « La loi garantit les expressions pluralistes des opinions » (Art.4 de la Constitution).

En plus de l’élection, en plus du référendum, le peuple peut exprimer la diversité des opinions qui le traversent par la participation aux activités des partis et des groupements politiques (art. 4 de la Constitution) et par la manifestation (art.11 de la Déclaration des Droits de l’Homme).

*Qui peut encore dire que le peuple n’a pas de pouvoirs ?*

Alors, la question se pose : pourquoi ? Pourquoi, malgré la Constitution, malgré la loi, le peuple n’existe pas pour certains ? Pourquoi, malgré la Constitution, malgré la loi, le peuple n’a-t-il pas de pouvoirs pour d’autres ? Pourquoi avons nous, nous-mêmes, l’impression sinon la conviction que le peuple « souverain » n’existe pas ? « *Il n’est même pas écouté*» entendons-nous de partout.

**II**

**Le peuple doit se montrer Le peuple doit exercer ses pouvoirs**

Pour démontrer son existence et pour afficher sa réalité, le peuple doit se montrer  et pour montrer qu’il a des pouvoirs, il doit les exercer.

*Le peuple doit se montrer*

Malgré la Constitution, malgré la loi, aujourd’hui le peuple, il est vrai, n’a pas la main. Le pouvoir est entre les mains d’une poignée de financiers qui veulent uniformiser le monde pour acheter là où c’est le moins cher et vendre au meilleur prix n’importe où dans le monde solvable, pour leur profit. Qu’importe le sort des acteurs locaux marginalisés, qu’importe le sort des peuples non solvables, ces maîtres de la politique internationale sont dans le déni des peuples locaux, mais aussi des peuples nationaux et de leurs lois, parce l’existence et le pouvoirs des peuples entravent le dispositif « mondialiste » du profit d’abord. Ils sont en mesure, avec l’argent dont ils disposent, d’imposer leur politique d’uniformité mondiale, leur politique de destruction des économies nationales et locales, leur politique de déni des peuples, de leur existence et de leurs pouvoirs.

Alors ? Alors, l’antidote aux méfaits de cette pieuvre prédatrice « mondialiste », ce sont les peuples. Là où est un peuple, ce peuple doit se montrer. Il doit se montrer massivement avec ses hommes de foi, ses intellectuels, ses artistes ; avec ses politiques, ses professionnels, ses associatifs ; avec ses agriculteurs, ses artisans, ses chômeurs, ses commerçants, ses employés, ses fonctionnaires, ses industriels, ses ouvriers, ses prestataires de services, ses retraités, etc., réuunis et unis. Il doit se montrer massivement, dans sa diversité et dans son unité.

Un peuple conscient de son existence ne veut pas dire la supression des oppositions qui le traversent. Il doit se donner les moyens de régler ces oppositions par lui-même. Si un peuple ne trouve pas ces moyens en lui-même, il est condamné soit à l’assistance et à l’arbitrage d’une autorité extérieure, soit à la guerre civile, soit à la soumission à l’uniformité du « mondialisme » du profit. Il est condamné à la perte de ce qui fait un peuple : l’identité, l’unité, la responsabilité (la responsabilité de son développement, pour un peuple, est à la base de toute politique de l’emploi).

*Pour que les peuples soient reconnus, ils doivent impérativement se montrer massivement. Est-ce que notre peuple se montre ?*

*Le peuple doit exercer ses pouvoirs*

Comme autre antidote à l’uniformité « mondialiste » du profit qui est dans le déni des peuples nationaux et locaux, ceux-ci doivent exercer leur souveraineté.

Il fut un triste temps que j’ai connu ici, le temps de la fraude électorale. Malgré la Constitution, malgré la loi, les pouvoirs du peuple ont été bafoués. Le peuple a été réprimé.

Ce triste temps est révolu. Il est révolu parce qu’avec la chute des régimes communistes, la fin de la guerre froire, les tenants du mondialisme du profit d’abord, restaient seuls maîtres à bord. Ils n’avaient plus besoin de la fraude pour - à tort – la justifier. Ce triste temps est aussi révolu parce que les peuples ont résisté, se sont battus contre la fraude aux élections. J’ai participé à ces combats.

Mais au temps de la fraude, a succédé le temps de la séduction des peuples et des politiques par la société de consommation, celle des « mondialistes » du profit. Ceux-ci n’ont pas manqué d’arguments. La concentration des moyens de production au niveau de la planète a pour conséquence de permettre la diminution des prix à la consommation : permettre d’accéder aux biens et aux services au-delà même de ce dont on a besoin, avec l’impression du moindre coût, est un moyen efficace de séduire les peuples (le pain et les jeux). L’élimination progressive du producteur local par la production extérieure conquérante a rendu les politiques moins utiles.

Plus exactement, les peuples locaux, marginalisés, au chômage et démunis, ont demandé aux politiques des moyens « sociaux » de consommer, en remplacement des moyens « économiques » perdus : le remplacement de l’économie de développement par le développement de l’économie d’assistance.

Le monde politique, coupé du peuple qui a cherché ailleurs son bonheur, le monde politique s’est trouvé coincé entre les dicktats des « mondialistes du profit » et les revendications des peuples démunis. Il ne leur restait plus, comme moyen de se maintenir au pouvoir , ce qui est un souci légitime, que le clientélisme. Il faudrait, pour illustrer tout cela, énumérer les exemples qui ne manquent pas, au niveau mondial, au niveau national et au niveau local. Mais les résultats sont là : les peuples se sont détournés de la politique. A La Réunion, aux élections législatives de 2022, l’abstention a représenté près de 70 % des électeurs (76,92 % dans une circonscription).

L’antidote à ce déni de démocratie par la consommation-reine et ses conséquences, c’est le réveil des peuples pour afficher leur souveraineté : le vote aux élections en premier lieu. Que personne ne s’y trompe. Dans le contexte actuel d’abstention, des politiques nouveaux qui viendraient à être élus, ne pourraient pas faire beaucoup mieux que les politiques aux affaires aujourd’hui. Le Peuple doit retourner aux urnes. Mais l’élection ne suffit plus..

L’autre mouvement qui ramenera la confiance des peuples et qui contribuera au retour de la démocratie électorale, c’est la manifestation (le quatrième pouvoir que nous avons répertorié). Le Conseil National de la Résistance, les manifestations de 1958, les manifestations des Gilets jaune, les manifestations des agriculteurs en France récemment, comme toutes les manifestations importantes de l’Histoire, ont été l’expression de ce quatrième pouvoir du peuple. Certaines manifestations ont changé le cours des choses.

En tout état de cause, pour que les peuples retrouvent leurs pouvoirs, ils sont dans l’obligation de se manifester pour dire ce qu’ils veulent. Quand je dis que les peuples se retrouvent, cela veut dire qu’ils se manifestent massivement et cela veut dire aussi que les hommes de foi, les intellectuels, les artistes, les politiques, les professionnels, les associatifs se retrouvent ensemble eux aussi, visibles, dans les manifestions.

Si le peuple ne se manifeste plus massivement avec ses référents, pour dire sa volonté, le peuple souverain aura disparu malgré la Constitution et les lois. Il y aura eu comme une désertion du peuple et s’en suivront, forcément, une décadence de la démocratie et une décadence générale.

**III**

**Nous sommes le Peuple Réunionnais**

*La réalité et les freins*

Après ces considérations sur les peuples, deux questions se posent : sommes-nous un peuple, nous-autres Réunionnaises et Réunionnais ? Et avec quels peuples faisons-nous communauté ?

Pour répondre à ces deux questions, nous devons prendre conscience *de* l*a réalité* d’une part, et prendre conscience *des freins* qui entravent cette réalité d’autre part.

*La réalité*

On peut tout imaginer. Sur le papier on peut supprimer des peuples. La Révolution a voulu supprimer les peuples locaux de la France de l’époque, pour faire du Peuple Français, un seul peuple « indivisible », uniforme selon l’interprétation des révolutionnaires majoritaires de l’époque. La République a voulu élargir cette uniformité française à l’empire, aux colonies, aux outre mer. La réalité nous montre à nous-autres Réunionnais, aujourd’hui, que cette uniformité permet sans doute à notre pays d’étaler les apparences de la prospérité ; mais de vivre en réalité de la prospérité « métropolitaine ». Des secteurs entiers de la production locale, des projets de secteurs nouveaux sont soit abandonnés, soit transférés à des acteurs de l’extérieur. Dans ce mouvement de transfert d’acteurs, les acteurs locaux, dirigeants et exécutants, sont progesssivement marginalisés : les dirigeants réunionnais sont remplacés, un chômage structurel se développe. L’économie locale, traitée avec les logiciels « mondialistes » n’est, en effet, plus viable. Le pays doit être assisté. Les Réunionnaises et les Réunionnais sont invités à chercher fortune ailleurs : en France, en Europe, au Canada, etc., non pas par vocation mais par obligation.

D’autres pays dans le monde, de façons différentes, connaissent le même sort : c’est la conséquence de l’uniformité au niveau mondial. Le problème local réunionnais se retrouve à l’échelon national. L’économie nationale est elle aussi menacée. Les manifestations des gilets jaune, celles des agriculteurs, les conséquences de la désindustrialisation et des délocalisations, en sont des illustrations. Un peuple, dès qu’il est identifié, a le droit à la vie et à la responsabilité de sa vie, à la possibilité d’xercer cette responsabilité, quelque soit son échelon.

Au niveau mondial, le Peuple Réunionnais appartient à l’Humanité ; à l’échelon national, il est Français. C’est la réalité.

Nous sommes des humains. A l’échelon de l’humanité, il y a un peuple : le peuple des humains. Il devrait exister une autorité politique mondiale responsable correspondant à ce peuple. L’ONU en est un embryon. Malheureusement, le climat actuel du monde et l’organisation institutionnelle de l’ONU elle-même, ne lui permettent pas d’être ce pouvoir politique disposant de moyens efficaces d’assurer ses responsabilités à son niveau. La fin du mondialisme du profit, la paix dans le monde en seraient au premier rang. Mais L’ONU est née, et elle est née des « manifestations » tragiques qu’ont été les deux guerres mondiales. Nous appartenons à ce peuple des Hommes et des Femmes du Monde. Ne l’oublions pas. « La Déclaration Universelle des Droits de l’Homme » est déjà une Charte qui nous concerne nous aussi.

*Le Peuple Réunionnais fait partie du grand peuple de la planète bleue.*

L’Histoire des autorités politiques parisiennes (royales d’abord, républicaines ensuite), mais aussi notre propre Histoire réunionnaise sous la dépendance de ces autorités ou en parallèle, ont été et le sont encore, dans un cadre français. Par la force de l’Histoire et de la politique, nous appartenons à cet « ensemble structuré et localisé (la France et les Outre-mer) d’êtres humains se considérant comme formant un groupe culturel spécifique. » (définition du peuple du Dictionnaire Flamarion). Là déjà, une difficulté apparaît . Ce « groupe culturel spécifique » Français, est-ce la France  ou est-ce la France et les Outre-mer ? La France et les Outre-mer, est la suite de la France et de l’Empire, de la France et des colonies, de la France métropole et des Outre-mer ses possessions. « Le groupe culturel spécifique » Français est divisé en deux : la Métropole et les Outre-mer.

Si l’on mettait fin à « La France et les Outre-mer » pour laisser la place à « La République Française » ! La République comprendrait les peuples Français d‘Afrique, d’Amérique, d’Europe et du Pacifique unis en son sein fraternellement, à égalité et en toute liberté. « Le groupe culturel spécifique Français » ne serait plus « la France et les Outre mer », mais « La République Française ».

*Le Peuple Réunionnais fait partie des peuples de la République Française.*

Sous l’identité Française, le Peuple Réunionnais s’est construit parallélement aux lois, c’est-à- dire au Code Noir en son temps et à certaines lois de La République du temps des colonies. Ce peuple s’est construit, dans un pays qui était désert, avec des hommes et des femmes d’Europe, de Madagascar, d’Afrique, d’Asie, implantés dans l’île, contraints par l’autorité française pour servir des intérêts de « la métropole ». Pendant que les autorités politiques se préoccupent d’abord des profits que la métropole peut tirer de l’exploitation du petit colon, de l’esclave, de l’engagé, le chantier du peuple réunionnais, son métissage ethnoculturel, a progressé malgré la loi. Deux Réunions vivent parallèlement, La Réunion légale de l’uniformité française et La Réunion réunionnaise de la diversité. Cette Réunion réunionnaise est aujourd’hui reconnue comme une partie du Peuple Français, mais n’est pas reconnue comme le Peuple Réunionnais.

Un peuple revient : le Peuple Réunionnais. A l’échelle de l’île, il est sorti du chantier « un groupe culturel spécifique Réunionnais », « une communauté de destin, de destin réunionnais » dit Mgr Aubry, « un peuple métis d’Europe, de Madagascar, d’Afrique, d’Asie disent LES FONDAMENTAUX POUR LA REUNION.

« LE PROJET D’UN PEUPLE » qui nous réunit, a précisément pour objectif de remplacer *l’uniformité* du Peuple Français qui est dans le déni des peuples locaux, par *l’unité* du peuple Français enracinée dans la diversité des peuples locaux. Si pour être Français nous ne pouvons plus être Réunionnais, cela ne sera plus possible à un moment donné.  C’est le Peuple Réunionnais, tel qu’il est, qui est Français dans la République.

Le Peuple Réunionnais existe. Son drapeau a marqué sa présence (nou léla) aux JMJ de Barcelone, aux Jeux des Iles d’Antananarivo, à la Foire Agricole de Paris, etc. A aucun moment, son identité Française n’a été mise en question. Et, entre nous, notre Président n’est pas le Président de la France, mais le Président de La République.

Au se*in de la République Française, nous sommes le Peuple Réunionnais.*

*Les freins*

Si nous avons conscience de la réalité que nous venons d’évoquer, nous devons avoir aussi conscience, dans l’action, des freins qui entravent cette réalité.

Le passage de l’état de *population* anonyme, irresponsable et prise en charge aujourd’hui, à l’état de *peuple*, identifié, reconnu et acteur de son développement au sein de la République provoque, ici, des sentiments et des peurs qui entretiennent ces freins. Nous en retiendrons quatre : le jacobinisme français, la honte du métissage, le soupçon de communautarisme réunionnais, la tentation de l’indépendance.

*Le jacobinisme français* est le premier frein au retour de notre Peuple parce qu’il est la loi. L’on est arrivé, en effet, à persuader nos compatriotes que sortir de l’uniformité, c’est se séparer de la République, c’est militer pour l’indépendance. S’il est vrai qu’une nation peut n’être constituée que d’un seul peuple, la nation française, elle, est constituée de la grande diversité évidente des peuples français d’Afrique, d’Amérique, d’Asie, d’Europe et du Pacifique.  *L’uniformité* actuelle est contre nature. Elle a été la cause des guerres coloniales dont les médias aujourd’hui nous montrent les horreurs.

Le parti dominant de la Révolution a imposé la suppression de tous les corps intermédiaires entre le citoyen et la nation. Les corps intermédiaires sont revenus, un à un, au fil des années : l’organisation professionnelle patronale est revenue en 1864 avec les maîtres des forges ; le syndicalisme ouvrier est revenu en 1884 avec la loi Waldeck Rousseau ; les associations sont revenues en 1901 ; quant à la famille, elle a repris sa place avec les lois sociales du XXème siècle. Aujourd’hui, les peuples sont de retour. Il faudrait évoquer l’évolution, dans le sens de ce retour, des textes de la Constitution, évoquer le mouvement qui secoue la République actuellement un peu partout dans le monde, dans le même sens.

N’ayons pas peur du retour des peuples dans la République. Ce retour n’est pas autre chose que le retour des organisations professionnelles, des associations, des familles. Imaginons notre vie sans les syndicats, sans les associations, sans les familles. Dans quelques années nous ne pourrons pas imaginer la vie française sans ses peuples, la vie réunionnaise sans le Peuple Réunionnais.

*La honte du métissage* est le deuxième frein : le formatage répété tout au long des années de ce que l’on appelle l’assimilation, c’est-à-dire l’idéologie selon laquelle les habitants des Outre mer deviennent Gaulois dès l’instant qu’ils sont Français. Cette idéologie a inoculé le complexe d’infériorité de ne pas être Blanc et surtout, la honte d’être métis. Au complexe de « n’avoir pas la couleur », c’est-à-dire de ne pas être Blanc, s’ajoute comme une culpabilité, le sentiment de briser une certaine pureté par le métissage.

Cette honte du métissage est d’autant plus regrettable qu’elle viendrait à nier, plus largement, le métissage culturel, le métissage linguistique, le métissage culinaire, etc. C’est ce métissage ethno-culturel d’Afrique, d’Asie, d’Europe qui caractérise notre Peuple, qui fait notre « vivre ensemble » tellement chanté.

Le Monde des hommes est métis. Il le sera davantage lorsque, comme le dit notre ami Guy Pignolet, il sera projeté dans l’espace. Nous ne nous arrêterons donc pas plus longtemps. Qu’il soit Blanc ou Noir, dans le Réunionnais il y a l’Afrique, l’Asie, l’Europe. Soyons-en fiers.

*Le soupçon du communautarisme réunionnais* est le troisème frein. Avec l’identité et la responsabilité, l’unité est une qualité essentielle pour faire peuple. L’unité sur *kisa noulé*, l’unité sur *kosa nouvé* sont constitutives de notre identité.

Le communautarisme c’est, au contraire, la division. A La Réunion cela veut dire que pour le Blan La Réunion est Européenne ; que pour le Kaf, elle est Africaine ; que pour le Malbar, elle est Indienne ; que pour le Sinoi, elle est Chinoise. Par ailleurs, l’uniformité que l’on nous impose, voudrait que les Réunionnais d’origine non européenne abandonnent leur civilisation originelle pour vivre à l’Européenne, à « la métropolitaine ». Toute manifestation cultuelle ou culturelle des origines est soupçonnée de communautarisme, sous-entendu de non française, de séparatisme, voire d’anti-France.

Nous devons nous débarasser de ce soupçon qui agit dans notre société – heureusement de moins en moins – comme un poison qui nous empêche d’être LE PEUPLE REUNIONNAIS. Notre langue Réunionnaise a clarifié les choses : l’Africain qui devient KAF devient Réunionnais ; le Chinois qui devient Sinoi devient Réunionnais ; l’Européen qui devient Yab (ou Blan), devient Réunionnais ; le Gujerat qui devient zarab devient Réunionnais ; le Tamoul qui devient Mabar devient Réunionnais.

*La tentation de l’indépendance* enfin, est le dernier frein. Cette tentation de certains engendre la peur des autres. Et cette peur est née de l’idée que l’on nous a inculquée, selon laquelle vouloir être un Peuple, c’est vouloir se séparer de la République. La boucle est bouclée : ce quatrième frein nous ramène au premier.

Nous ne demandons pas, nous disons : nous disons une chose simple, une chose évidente, nous disons qu’il y a un Peuple Réunionnais, que c’est ce Peuple qui est Français .

**IV**

**L’ACTION**

*La Conférence des Mille, Les Etats Généraux, Le Référedum local, La Négociation.*

A la question : notre Peuple se montre-t-il ? LE PROJET D’UN PEUPLE est une réponse : une manière des Réunionnaises et des Réunionnais de montrer qu’ils sont un peuple.

Le PROJET comprend quatre actions : La Conférence des Mille, Les Etats Généraux, Le Référendum Local, La Négociation. Nous devons avoir ces quatre actions, de façon précise, présentes dans nos esprits.

*La Conférence des Mille ,* ce sera pour dire *kisa noulé*, *nou léla*, *sénou* *kifé* et pour signer LES FONDAMENTAUX POUR LA REUNION qui développent ces trois points.

*Les Etats Généraux,* ce sera pour dire *kosa nouvé* , *kosa noufé*: *le cap* (une politique réunionnaise globale et cohérente de production de biens et de services agricoles, artisanaux, commerçants, indutriels, intellectuels, conduite par les Réunionnais) ; *le cadre*, (un pouvoir local disposant de moyens réels et efficaces de promouvoir et de protéger cette production) ; *l’éthique* (l’esprit et les règles de ce qui se fait et ne se fait pas. Pour signer LES PROPOSITIONS DU PEUPLE REUNIONNAIS qui développeront ces trois points.

Pour ces deux manifestations – Conférence des Mille et Etats Généraux - il faudra, au moins, mille participants, mille signatures. A moins de mille, il n’y aura pas de *Conférence* *des Mille*, ni d’*Etats Généraux*. Les manifestations doivent être massives.

*Le Référendum local,* ce sera pour valider LES FONDAMENTAUX de la Conférence des Mille, pour valider LES PROPOSITIONS des Etats Généraux et pour donner mandat à une délégation (cette délégation pourrait être La Conférence Territoriale Elargie) qui négociera le vote du référendum avec le Gouvernement.

Quel que soit le nombre de participants aux deux « manifestations » - mille, sept mille, dix mille ou plus – le Référendum local, lui, dans le cadre des institutions de la République, fera appel aux 696 000 électeurs du Peuple Réunionnais pour qu’il exerce son pouvoir de dire ce qu’il veut, « par la voie du référendum » (art. 3 de la Constitution).

**V**

**Diversité, unité, responsabilité**

Soyons le Peuple Réunionnais et fiers de l’être. Mais alors, qu’est-ce qu’un Réunionnais ?

On ne pose pas la question qu’est-ce qu’un Breton ? qu’est-ce qu’un Corse ? Parce que tout le monde entend ce qu’ils disent et voit ce qu’ils font. Ils disent, eux, ce que nous, nous n’osons pas dire ; ils font, eux, ce que nous , nous n’osons pas faire.

C’est en disant ce que nous sommes et en faisant ce que nous voulons – légitimement, pacifiquement et légalement - que tout le monde verra ce qu’est un Réunionnais et que personne ne se posera plus la question.

Quand LE REFERENDUM LOCAL aura validé LE PROJET, il faudra le réaliser : il faudra dire ce que disent LES FONDAMENTAUX, il faudra faire ce que diront LES ETATS GENERAUX, il faudra dire et faire ce qui sortira des accords des NEGOCIATIONS.

A la suite de ces accords, chacun dira et fera à sa manière, c’est le pluralisme démocratique, mais tout le monde réunionnais sera d’accord fondalement pour dire *kisa noulé* et pour dire *kosa nouvé* ; tout le monde réunionnais sera d’acord sur les moyens de régler les oppositions d’opinions et les oppositions d’intérêts par nous-mêmes.

Nous devrons accepter et respecter *notre diversité*. Cela est fondamental, nous sommes d’Afrique, d’Asie et d’Europe. Et comme dans toute société, nous devrons accepter et respecter les diversités de classes, d’intérêts, d’opinions, etc. Cela vaut pour les grandes rencontres culturelles, comme pour le dialogue des affaires courantes de notre société Réunionnaise donc Française : *la diversité*.

Mais nous devrons, dans le même temps, rechercher et cultiver *notre* *unité*. Que nous soyons kaf, malbar, Sinoi, Yab ou zarab, gros, moyens, petits, il s’agit d’être Réunionnais. L’unité n’est pas l’uniformité, l’unité est compatible avec la diversité. L’unité n’est pas faite de la supression des diversités, mais de leur union.

Divers et unis, nous pouvons vivre ensemble : *l’unité*.

Divers et unis, nous pouvons, aussi, faire ensemble : *la responsabilité.*

Nous sommes, comme peuple, responsables de la parcelle du monde qui nous est impartie. Ce n’est pas la *préférence régionale* qui justifie notre priorité, mais *la responsabilité régionale*.

Si nous respectons *notre diversité*, si nous construisons *notre unité*, si nous assumons *notre responsabilité,* si nous savons ce que nous voulons, si nous disposons du cadre qui nous permet d’assumer nos responsabilités, alors on ne posera plus la question : qu’est-ce qu’un Réunionnais ? Tout le monde le verra.

Alors, nos frères qui viennent d’ailleurs trouveront, quand ils seront chez nous, un peuple acteur et aux responsabilités de son développement. De passage ou arrivant à s’intégrer, ils entreront dans le bain réunionnais et construiront ce que construisent les Réunionnais, avec des logiciels réunionnais.

VI

Dire, **écouter, dialoguer**

La première condition pour que LE PROJET D’UN PEUPLE aboutisse, nous concerne collectivement, c’est la présence de tout le monde, massivement, sur le chantier. LE PROJET n’est pas le projet d’un parti, d’une association encore moins d’un individu. C’est LE PROJET D’UN PEUPLE.

La deuxième condition concerne chacun de nous. Il sera important, si nous voulons respecter la diversité et construire l’unité, que chacun de nous observe les trois règles suivantes.

*La première règle* sera sera de dire, chacun, qui il est et ce qu’il veut . Personne ne devra nous reprocher nos situations et nos choix.

*La deuxième règle*sera d’*écouter* ce que disent les autres et ce qu’ils veulent. Si nous voulons qu’on nous entende, nous avons le devoir d’entendre les autres.

*A*yant dit, chacun, qui il est et ce qu’il veut, ayant entendu ce que sont et ce que veulent les autres, *la troisème règle* sera de *dialoguer* pour trouver des réponses fondamentales communes pour co-construire La Réunion, des réponses réunionnaises aux questions kisa noulé, kosa nouvé.

Les réponses (LES FONDAMENTAUX de la Conférence des Mille, LES PROPOSITIONS des Etats Généraux) validées par LE REFERENDUM LOCAL), seront le cadre que nous nous donnerons, à l’intérieur duquel les diversités pourront s’exprimer et agir démocratiquement.

La réalisation du PROJET, si les conditions sont remplies, dépend des mille, deux mille ou dix mille participants de LA CONFERENCE DES MILLE et des ETATS GÉNÉRAUX ; mais dépend surtout des 680 000 électeurs du REFERENDUM.

La balle est dans le camp de notre Peuple pour qu’il se montre, dise clairement *kisa* *noulé,* *kosanouvé* et agisse.

*Le Colosse Saint-André-de-La Réunion, 25 mai 2024*

I